

## Communiqué de presse

Les négociations « santé au travail, emploi des seniors » qui se sont ouvertes le 15 juillet dans toute la Fonction publique (Etat, hospitalière, territoriale) vont connaître une nouvelle séance d'importance, ce jeudi 16 octobre, centrée sur la question du « *développement de la connaissance des dangers, risques et expositions en milieu professionnel* ».

Pour plus de 5 millions de personnels, celles-ci sont lourdes d'enjeux puisqu'ils vivent en permanence, le silence organisé autour de leur travail et de ses pénibilités, dans le déni de l'adaptation du travail à l'homme, de leur santé au travail.

En effet, en matière d'obligation de résultat et de moyens, l'Etat, juge et partie, ignore la loi et assure sa propre impunité. D'autre part, avec le recul de la santé publique, avec les mutations du travail, des missions dans le prolongement de celles du rôle et place de l'État, dans un contexte de déréglementation, des nouvelles organisations du travail, déshumanisantes et uniformisées, ces personnels sont en première ligne.

C'est ainsi que tous les indicateurs sont faussés, notamment celui des AT/MP. C'est ce que soulignait, déjà en son temps, le rapport de la Cour des Comptes (2004), celui de l'Insee/Igas (2005) .....

Pour la CGT Fonction publique, une véritable volonté politique d'améliorer la prévention se mesure aux moyens consentis à ce qui constitue ou pas une vraie priorité. Il s'agit donc de sortir du silence et du déni, de donner aux meilleurs spécialistes du travail que sont les salariés et à leurs représentants, les outils pour connaître, anticiper, agir sur le travail réel, tout en contraignant l'Etat employeur à respecter ses obligations. Bref, il s'agit d'obtenir les outils de la prévention, de la reconnaissance, de la réparation, en place de ceux de la gestion du risque comme aléa de production du travail.

Cela passe par une traçabilité effective des statistiques, de l'évaluation des risques, du suivi pro et post professionnel, de la mémoire des atmosphères de travail et pénibilités. Ce sont ces enjeux et propositions là que la CGT Fonction publique portera le 16.